



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-207/11

**3D I Srl
contre
Agenzia delle Entrate – Ufficio di Cremona**

[demande de décision préjudicielle, introduite par la Commissione tributaria regionale di Milano (Italie)]

«Fiscalité — Directive 90/434/CEE — Régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents — Articles 2, 4 et 9 — Apport d'actifs — Imposition des plus-values réalisées par la société apporteuse à l'occasion de l'apport d'actifs — Report de l'imposition — Condition imposant que soit actée au bilan de la société apporteuse une réserve en suspension d'impôt correspondant à la valeur de la plus-value réalisée»

Sommaire – Arrêt de la Cour (première chambre) du 19 décembre 2012

Rapprochement des législations — Régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents — Directive 90/434 — Apport d'une branche d'activité — Report d'imposition de la plus-value afférente aux titres reçus en échange de l'apport et réalisée par la société apporteuse — Condition — Constitution, par la société apporteuse, d'une réserve appropriée actée au bilan — Admissibilité

(Directive du Conseil 90/434, art. 2, 4 et 9)

Les articles 2, 4 et 9 de la directive 90/434, concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, doivent être interprétés en ce sens qu'ils ne s'opposent pas à ce qu'un apport d'actifs donne lieu à l'imposition, en ce qui concerne la société apporteuse, de la plus-value résultant de cet apport, à moins que la société apporteuse n'acte à son bilan une réserve appropriée, à concurrence de la plus-value constatée dans le cadre dudit apport.

En effet, si la directive 90/434 définit les conditions auxquelles est soumis le report de l'imposition, en ce qui concerne la société bénéficiaire, des plus-values afférentes à l'activité apportée, elle ne fixe pas, en revanche, les conditions auxquelles est soumis le bénéfice, pour la société apporteuse, d'un report de l'imposition des plus-values afférentes aux titres représentatifs du capital social de la société bénéficiaire remis en échange de l'apport et ne règle pas, notamment, la question de savoir quelle est la valeur que la société apporteuse doit attribuer auxdits titres.

Il en résulte non pas que la directive 90/434 interdit aux États membres de poser de telles conditions, mais que cette directive laisse à ceux-ci une marge de manœuvre leur permettant de subordonner ou non la neutralité fiscale dont bénéficie la société apporteuse à des conditions d'évaluation des titres

reçus en échange, telles que la continuité des valeurs fiscales, pour autant que ces conditions n'ont pas pour conséquence que la remise de ces titres à l'occasion de l'apport d'actifs génère par elle-même une imposition des plus-values afférentes à ceux-ci.

(cf. points 29, 30, 35, disp.)